

Sur le sexisme, « ne surtout pas s'imaginer que c'est gagné »

La directrice du FMI, Christine Lagarde, estime que le mouvement #metoo est un « combat collectif »

ENTRETIEN

DAVOS (SUISSE) - envoyées spéciales

Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde était cette année coprésidente du Forum économique mondial. Elle a répondu aux questions du Monde, vendredi 26 janvier, dernier jour du Forum de Davos.

Pour la première fois, ce Forum de Davos était coprésidé par sept femmes, une décision prise avant l'affaire Weinstein, et le sujet du harcèlement sexuel y a été débattu. Assistons-nous à un mouvement important en faveur des femmes ?

Oui, c'est un mouvement de fond qui a été activé depuis octobre 2017. Mais ce mouvement ne peut rester actif que si on le fait vivre en mesurant le problème, en établissant des objectifs, des actions, des vérifications, des classements... Il faut continuer à le faire. Il ne faut surtout pas baisser la garde.

Vous en parlez beaucoup ?

Je vois que ce mouvement #metoo est un moment de grand embarras pour les hommes. Chaque fois que j'ai évoqué ces sujets devant un public mixte, j'ai vu que les hommes étaient très embarrassés pour s'exprimer. Ce n'est pas facile. J'espère que l'on va pouvoir transformer cette colère légitime et cet embarras collectif en actions positives afin d'empêcher, je n'ose pas dire éradiquer, le harcèlement, les discriminations, les injustices, les écarts de salaires, etc. C'est un combat collectif

**« J'espère que
l'on va pouvoir
transformer cette
colère légitime en
actions positives »**

auquel tout le monde doit participer, y compris les hommes. Et ce combat a aussi un impact économique. Mais il ne faut surtout pas s'imaginer que ça y est, cette fois, c'est gagné.

Qu'avez-vous pensé de la tribune publiée dans Le Monde, signée de 100 femmes, dont Catherine Deneuve ?

Terriblement maladroite. Revendiquer la « liberté d'importuner », c'est offensant pour toutes celles - et ceux - qui ont été importunées contre leur volonté.

Et vous, avez-vous été confrontée au harcèlement sexuel ?

Probablement moins que d'autres, parce que je mesure 1,80 mètre !

Pensez-vous avoir été victime de discrimination dans votre carrière ?

Mais même à ce jour ! J'observe le regard porté par les hommes sur les femmes, ils ont un degré d'écoute, une préoccupation légèrement biaisés. Dans le meilleur des cas, cela peut se traduire par du paternalisme, une façon d'être protecteur. Mais ça peut être aussi une attitude condescendante, un regard qui dit : « Celle-là, elle va nous raser pendant un quart d'heure. » Cela m'arrive encore. Bien sûr, quand on est dans une position de pouvoir, c'est plus facile à gérer. Maintenant, quand ça m'arrive, je démine, je fais face. Si je repère un petit sourire condescendant quand je parle, je m'arrête et j'interpelle : il y a un problème ? En général, ça marche.

Vous avez pris la tête du FMI en 2011 à la suite d'un scandale sexuel impliquant votre prédécesseur, Dominique Strauss-Kahn. Comment ces questions sont-elles gérées dans cette institution ?

Nous avons mis en place plusieurs mécanismes. Il y a une médiatrice, qui tourne tous les cinq ans. Il y a un responsable de la diversité. Il y a plus de 100 nationalités parmi les gens qui travaillent au FMI. Plus récemment, nous avons lancé un programme, « Peers for a Respectful Workplace », dans lequel nous avons encouragé dans chaque département l'émergence de deux ou trois médiateurs volontaires. Ils bénéficient de formations adaptées à l'accueil de personnes estimant être victimes de pressions dans le cadre de leur

travail, discrimination, harcèlement moral ou sexuel, ou surcharge. Je les vois souvent, et ils ont le sentiment d'être efficaces.

La dirigeante d'Oxfam International, l'Ougandaise Winnie Byanyima, a déclaré à Davos que les femmes dans le monde entier pouvaient remercier les Américains d'avoir lancé cette révolte. Etes-vous du même avis ?

Bien sûr. Le mouvement est parti d'actrices, de jolies femmes, qui ont eu le courage de parler, et cela a eu une résonance mondiale grâce à leur visibilité. C'est très important quand on sait, par exemple, que 80 % des nouveaux cas de sida en Afrique concernent des jeunes filles entre 13 et 14 ans, qui subissent des rapports souvent forcés. Maintenant, je le répète, il faut maintenir la pression. Il y a déjà eu des tentatives par le passé, qui ont vite été oubliées. Je me souviens, par exemple, avoir signé des tribunes pour dénoncer le harcèlement sexuel dans le monde politique.

Pourquoi cela n'a-t-il rien donné ?

Peut-être parce que nous n'étions pas des stars... Tout cela est fragile. C'est la même chose à propos de la promotion des femmes au travail, quand on est à un poste de responsabilité. Je l'ai fait à Bercy. C'est mon inquiétude permanente : que cet effort soit suivi quand on s'en va.

Que retenir de ce Davos 2018 ?

J'ai eu énormément de réunions bilatérales avec des chefs d'Etat ou de gouvernement, et j'ai été très encouragée par certaines évolutions en Afrique.

Le vice-président d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, affiche sa détermination à organiser des élections avec des observateurs extérieurs. Le nouveau président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, semble lui aussi vouloir changer les choses, avec suffisamment de doigté pour ne pas mettre en péril la stabilité relative du pays. Et j'ai rencontré le nouveau président de l'Angola, Joao Lou-

renço. Tous trois ont réussi opérer des transitions sans violence. J'ai été surprise par leur détermination et leur lucidité.

Cela m'a marquée d'entendre le président du MIT, celui de l'université Carnegie-Mellon, et d'autres, expliquer que tous leurs programmes de recherche sont déterminés par des algorithmes d'intelligence artificielle fondés, pour l'instant encore, sur l'accès aux données, mais qui évoluent sur des systèmes de plus en plus performants.

Quand on voit les capacités d'investissement mobilisées par la Chine d'un côté et par des acteurs privés aux Etats-Unis de l'autre, il est urgent que les Européens se mobilisent. J'espère que c'est l'une des directions que va prendre l'Europe pour mettre en œuvre des projets réalisables et indispensables.

La présence européenne cette année à Davos vous a-t-elle encouragée ?

J'ai trouvé la performance des dirigeants européens très engageante. Voir se succéder à la tribune mercredi le premier ministre italien, Paolo Gentiloni, la chancelière allemande, Angela Merkel, Emmanuel Macron et le roi d'Espagne, Felipe VI, avait quelque chose de réjouissant. C'est encourageant.

Les tensions entre les Etats-Unis et l'Europe sur le dollar et le commerce vous inquiètent-elles ?

Ce qui m'inquiète surtout, c'est une rhétorique, une hostilité larvée entre les Etats-Unis et la Chine, une polarisation sur la Chine. Sur le commerce international, les restrictions sont de nature à freiner la croissance mondiale. Certes, c'est ambigu. On a d'un côté le principe selon lequel il faut favoriser les échanges et éviter les mesures protectionnistes et, de l'autre, la nécessité de mettre le logiciel à jour.

Cela vous pose un problème, au FMI, d'avoir un président des Etats-Unis qui traite les pays africains de « pays de merde » (« shithole countries ») ?

Il n'y a pas de « shithole countries » au FMI. Il y a 189 Etats

membres. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ISABELLE CHAPERON
ET SYLVIE KAUFFMAN